

Message de Patricia Mirallès

**Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées, chargée des
Anciens combattants et de la mémoire**

Journée nationale d'hommage aux
« morts pour la France », aux rapatriés, aux personnes disparues et
aux victimes civiles pendant la guerre d'Algérie et les combats du
Maroc et de la Tunisie

5 décembre 2023

Il y a désormais 20 ans que, chaque 5 décembre, la République rend hommage à tous ceux qui sont morts pour la France pendant la Guerre Algérie, et les combats du Maroc et de la Tunisie, y compris à ceux qui sont tombés après le cessez-le-feu du 19 mars 1962, car l'élan meurtrier de la guerre ne s'est pas arrêté ce jour-là. Elle rend hommage aux plus de vingt-trois mille morts pour la France. Elle rend aussi hommage à tous ceux aussi qui y ont combattu, au presque un million et demi d'hommes envoyés se battre en son nom entre 1954 et 1962.

Nous disons ainsi à tous ceux qui étaient leurs proches que la Nation ne les oublie pas. Qu'elle n'oublie ni le sacrifice de ceux qui ne sont pas revenus, ni la peine de ceux qui restent.

A partir de 1954, une nouvelle génération connaissait une nouvelle guerre qui, si elle n'en portait pas encore le nom, a durablement imprimé sa marque sur une époque et fracturé nos sociétés des deux côtés de la Méditerranée.

Dans l'espérance collective d'une société promise aux progrès étourdissants des Trente Glorieuses, des destins individuels se

brisaient ; ceux des hommes et des femmes qui sont morts en Afrique du nord, sur ce sol tour à tour étranger ou familial.

Nous nous rappelons de ces jeunes gens appelés du contingent qui ont fêté leurs 20 ans dans les casernes d'Oran, en patrouille dans les Aurès ou sur la poussière d'une piste, quelque part en Kabylie. De ceux plus âgés qui avaient été des combats contre l'occupant nazi ou qui s'étaient engagés en Indochine. De ceux qui avaient grandi dans les villes ou dans les exploitations agricoles du nord de la France ou du Constantinois.

Nous nous rappelons aussi des Harkis et des autres membres des formations supplétives qui, après avoir payé un lourd tribut au conflit, ont connu avec leurs familles une histoire douloureuse, tissée d'abandon et d'oubli.

Nous nous rappelons également de toutes les victimes des attentats et des exactions qui ont eu lieu avant comme après les accords de cessez-le-feu.

Et, bien sûr, nous pensons à tous ceux qui ont disparu, engloutis dans la déchirure béante ouverte par la guerre. Ils étaient maires, commerçants ou agriculteurs, institutrices ou professeurs. Il reste d'eux le souvenir inscrit dans la mémoire des vivants, celui d'un avenir fauché, d'un amour disparu, d'une espérance éteinte.

Toutes et tous sont morts en Algérie, au Maroc ou en Tunisie, sur ce sol qu'ils connaissaient ou qu'ils ont découvert, dans l'aube blême des combats, dans la journée accablée d'un soleil qui pesait sur la terre ou dans la nuit d'une embuscade, le 26 mars ou le 5 juillet 1962, à une date figée dans la mémoire collective ou bien à une autre oubliée, sauf de leurs proches.

Et puis, les combats prenant fin, il y a les souffrances d'un million de rapatriés. Pour eux, après la déchirure, c'est le déchirement du déracinement, de l'exode, de l'exil pétri de la nostalgie d'une première vie effacée.

Il y a désormais 20 ans que, chaque 5 décembre, la République rend hommage à tous ceux qui sont morts pour la France en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Hommage tardif voulu par un président de la République qui connaissait le prix de cette guerre. Le monument du quai Branly qu'il inaugura il y a 21 ans est devenu le mémorial de toutes les mémoires nationales qui s'y rapportent.

Aujourd'hui encore, plus de 61 ans après la fin du conflit, l'héritage de la guerre d'Algérie est marqué des souffrances qu'elle a créées comme des passions qu'il suscite. Il reste des blessures encore lancinantes sous des cicatrices difficilement refermées. L'année du 60^e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie a permis des avancées dans l'apaisement des mémoires blessées et partagées. Comme l'a rappelé le Président de la République, c'est un chemin que nous devons continuer de parcourir, et pour cela il nous faut regarder l'histoire en face et servir la vérité, sans rien effacer, ni rien oublier.

C'est à cette condition que nous pourrions léguer à nos enfants une mémoire qui ne soit pas la réplique des souffrances d'hier et d'aujourd'hui.

Vive la République !

Vive la France !